Libération **Mercredi** *11 Décembre 2019*

Les enseignants premiers de la casse

Le gouvernement doit faire un geste envers les profs s'il souhaite affaiblir le mouvement social. Car malgré la baisse du nombre de manifestants mardi, la profession reste vent debout contre la réforme.

Dans le cortège des enseignants, mardi à Paris. PHOTO LUCILE BOIRON

Comment le gouvernement peut-il rétablir un lien de confiance avec les enseignants, très en colère contre le projet de réforme des retraites dans lequel ils ont beaucoup à perdre si des mesures compensatoires ne sont pas prises ? Le Premier ministre le sait, c'est l'un des gros enjeux de ce mouvement social : il doit parvenir à calmer les profs en leur donnant suffisamment de garanties pour qu'ils rentrent à nouveau dans les rangs. Mardi, la mobilisation a été moindre que la semaine dernière : 12,4 % de grévistes dans le primaire et 19,4 % dans le secondaire, selon les chiffres du ministère de l'Education nationale, alors que les syndicats annoncent des taux beaucoup plus importants, de respectivement 30 % et 62 %. Quoi qu'il en soit, rien de comparable avec la journée du 5 décembre, où l'on comptait 70 % d'enseignants grévistes selon les syndicats, 45 % selon les calculs du ministère. A l'évidence, la suite de la mobilisation va s'écrire après les déclarations d'Edouard Philippe, ce mercredi midi.

QUELLES GARANTIES PEUT DONNER LE GOUVERNEMENT ?

Depuis des semaines, la majorité multiplie les messages et les promesses à l'adresse des enseignants pour endiguer le mécontentement. Vendredi encore, le Premier ministre assurait aux professeurs, dans les colonnes de *Ouest-France*, qu'ils seraient revalorisés *«de façon à ce que leur pension, leur pouvoir d'achat, au moment des retraites, ne baissent pas»*. Un engagement fort. Mais avec quel argent ? Car pour maintenir les pensions des enseignants au niveau d'aujourd'hui avec le nouveau mode de calcul, cela nécessiterait d'augmenter les salaires d'environ 25 %. Le président de la République, Emmanuel Macron, a lui-même avancé le chiffre de 10 milliards d'euros nécessaires pour une telle mise à niveau… l'écartant dans le même temps. *«Si je voulais revaloriser, c'est 10 milliards. On ne peut pas mettre 10 milliards demain, c'est vos impôts»*, déclarait-il à Rodez, début octobre. La semaine dernière, le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, parlait, lui, de… 500 millions d'euros par an nécessaires pour revaloriser le salaire des enseignants. Vingt fois moins que les 10 milliards évoqués par le chef de l'Etat… A moins de considérer qu'on injecte 500 millions de plus par an pendant vingt ans ? Mais comment un exécutif pourrait-il s'engager sur une aussi longue période ? Qui dit que les gouvernements suivants reprendront à leur compte une telle promesse ? Autre question sans réponse : ces 500 millions d'euros sont-ils à répartir entre 870 000 enseignants (ce qui reviendrait à 30 euros par prof par mois) ? Ou bien s'agirait-il de ne viser qu'une partie d'entre eux, par exemple les jeunes profs de primaire dont les salaires sont particulièrement bas ? Une piste qui circule dans les couloirs du ministère de l'Education nationale. Et qui fait écho à cette phrase d'Emmanuel Macron : *«Du coup, parce qu'on paie mieux, peut-être on change aussi le temps de travail et la relation au travail.»* Si l'on met les déclarations bout à bout, on comprend mieux ce que le gouvernement a en tête : une revalorisation des salaires, oui, mais pas de tous et sous conditions de changement de temps de travail.

> «Il faut du concret et du solide, comme une loi de programmation. Les professeurs ne se calmeront pas avec de simples promesses.»
>
> **Stéphane Crochet** enseignant membre du SE-Unsa

QUE DISENT LES SYNDICATS ?

«On veut de la clarté, répond au téléphone Francette Popineau, la représentante du SnuiPP-FSU, le principal syndicat du primaire, mardi en direct du cortège. *Le Premier ministre va devoir vraiment préciser ses intentions et avancer des propositions concrètes s'il veut convaincre les professeurs.»* Parce qu'il ne croit pas en l'hypothèse d'une revalorisation des salaires suffisante pour neutraliser les effets de la réforme des retraites, son syndicat demande *«l'abandon [du projet]. Renoncer serait faire preuve de courage»*. Le Snes-FSU, principal syndicat du secondaire, est sur la même ligne : *«retrait total de la réforme par points»* et *«ouverture des discussions pour revaloriser les enseignants»*. Stéphane Crochet, du SE-Unsa, est assez circonspect : *«Le défi pour le Premier ministre, c'est de réussir à être de nouveau audible et crédible auprès du corps enseignant. Pour cela, il faut du concret et du solide, comme une loi de programmation. Les professeurs ne se calmeront pas avec de simples promesses.»* Quels que soient les appels que pourraient lancer les organisations syndicales, d'ailleurs : le mouvement dépasse largement les structures, il part de la base.

QUELLES GARANTIES DEMANDENT LES PROFS SUR LE TERRAIN ?

«Hum, question difficile, répond Sébastien, professeur d'EPS et vingt-deux ans de cotisations dans les pattes, croisé dans le cortège parisien mardi après-midi. *Difficile parce que cela renvoie à un débat intérieur.»* Il explique que depuis un an, il bataille au sein du collectif des «stylos rouges» pour obtenir une hausse des salaires. *«Là, le gouvernement nous vend une promesse de revalorisation en échange de la réforme des retraites. Si le Premier ministre annonce mercredi 500 euros de plus par mois, j'arrêterai de manifester.»* Il marque un temps. *«Peu de chances que cela arrive, cela représente trop d'argent. J'ai le sentiment que ce ministre [de l'Education] nous méprise. Et puis je manifeste aussi plus largement, pour les autres. Pour les salariés du privé, pour mes enfants. Cette réforme à points va obliger à être performant chaque année de sa vie.»* Clément, jeune prof de français dans un collège défavorisé du Val-d'Oise, n'hésite pas une seconde quand on lui pose la question : *«Retrait de la réforme. Il n'y a rien à négocier.»* La promesse d'augmentation des salaires n'est pour lui pas un levier pour le convaincre de retourner en classe. Il hausse les épaules en guise de réponse. *«Des mensonges.»* Pour lui, derrière le projet des retraites se joue l'avenir de l'école publique pour tous. *«Si cette réforme venait à passer, le métier ne serait définitivement plus attractif. Ce serait terminé.»*

MARIE PIQUEMAL